

# PROJET DE RENFORCEMENT DU DIALOGUE POUR LA RÉALISATION DES OMD

## Recommandations à l'issue des débats

Au terme de deux jours de débats sur l'économie mauritanienne notamment ses atouts et ses contraintes à l'hôtel Novotel T'feila, du 1er au 2 novembre 2004, les participants à l'atelier organisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), ont émis plusieurs recommandations portant sur les politiques macroéconomiques, l'amélioration de l'environnement économique et institutionnel des affaires, le renforcement de la compétitivité dans les secteurs modernes. Pour cela, les participants ont été répartis en quatre groupes de travail en vue d'établir un diagnostic de l'existant, d'analyser les atouts, les opportunités et les contraintes ainsi que le capital humain et les conditions de sa valorisation avec pour objectif de dégager des scénarii et formuler des stratégies et des recommandations.

**Ahmed Hamza,**  
Directeur de la société Famo dc  
Mauritanie

« Je fais de l'agroalimentaire depuis près de 24 ans. Mes amis et moi, avions depuis lors développé en tant qu'industriels un esprit de partenariat. Par ailleurs, de 1960 à 1996, on ne payait pas la TVA parce que l'agroalimentaire c'est justement des produits diversifiés qui sont destinés à la masse. Avec la réforme de 1996, on nous a ramené à 5% et à 14% en 2000 alors qu'on parlait à cette époque de baisser les taxes en Mauritanie. Nos produits sont accessibles à tout le monde mais les taxes que nous supportons sont exorbitantes. Nous avons aussi des problèmes pour accéder aux devises. Nous avons posé en tant qu'industriels l'ensemble de nos problèmes, entendez les devises et la formation des employés, au gouvernement. Mais jusqu'ici, il n'y a pas eu de réponse. »

**Mohamed Abdellahi Ould Billil,**  
conseiller du secrétaire général du Prds

« Les questions soulevées hier et aujourd'hui par les différents intervenants prouvent que les problèmes auxquels nous sommes confrontés résumés les difficultés de transition de la société mauritanienne d'un stade de nomadisme et d'arrière-pensée vers un stade de modernité. Nous souffrons des convulsions dues à cette délicate transition aiguës à la fois par le croisement et l'interaction de facteurs exogènes et endogènes, des effets de la mondialisation conjugués aux soubresauts des forces centrifuges. Force est de reconnaître qu'en matière économique, nous avons opté -peut être malgré nous- pour une libéralisation à outrance qui mérite aujourd'hui à mon avis, d'être mieux régulée, mieux encadrée, mieux articulée. Mais un bon diagnostic requiert une prise en compte des politiques suivies et des mesures appli-

quées par le Conseil des ministres, visant à briser le monopole dans le domaine des transports, ainsi que la série de mesures entreprises par la BCM ne soient pas rappelés et introduits à leur place. Par ailleurs, il y a des parades qui permettent à la fois de promouvoir nos produits locaux sans fermer la porte à la compétition, et sans se re-croqueviller sur soi-même. Ceci dit, pour notre action future, il vaut mieux partir d'une base, quelle qu'elle soit, que de partir de zéro. Je pense aussi qu'il faut se nourrir parfois d'optimisme pour mieux agir et pour avoir la force de ses ambitions. Il faut également relever certaines équivoques. Je suis pour la révision de la notion du secteur informel en ce sens qu'il faut le revisiter ainsi que la société civile. Ces secteurs sont mal définis. Il faut éviter aussi les contradictions et les amalgames car parfois on entend d'un côté que tous les textes sont mauvais, insuffisants, que tous les hommes sont incapables, et d'un autre, que nous avons des lois, des institutions, de bons codes, mais qu'ils ne sont pas appliqués. Je ne me fais pas l'avocat du diable, mais je crois que la clarté et la précision aideraient à mieux formuler des programmes et à mieux les exécuter dans l'avenir. »

**Ladji Traoré, APP**

« La Mauritanie dispose d'importantes ressources potentielles pour améliorer l'environnement économique. Cela exige une bonne gouvernance, c'est-à-dire, une administration efficace, compétente qui régule les activités, une administration républicaine vouée au développement. Mais ce n'est pas la seule exigence, il faut aussi promouvoir une bonne formation, faire de la recherche en vue de favoriser l'innovation d'excellence et remplir les conditions de la compétitivité. Il faut également s'ouvrir à un espace économique plus vaste, sous régional et renoncer aux tendances isolationnistes, s'adapter à un contexte mondialisé qui exige de mettre en valeur toutes les ressources potentielles ; de bonnes ressources humaines ; de la compétitivité et de l'excellence. Pour parler du sujet de manière plus directe, je pense que M. Vagué a fait une remarque qui me fait un peu rebondir. Je pense que dans notre pays, on méprise la formation, on méprise petit à petit même les institutions de formation. Or on ne peut pas aller à l'excellence sans les institutions de formation comme l'Université, comme d'autres centres et les lier à l'activité économique et industrielle. Le patronat ou d'autres institutions qui veulent voler de leurs propres ailes et ignorer les institutions qui ont vocation précisément à être au service de l'amélioration de la production et de la créativité, je pense que c'est encore aller dans notre travers habituel, multiplier les choses, aller dans le sens du mimétisme et éviter l'efficacité. Je crois que c'est dans un souci d'efficacité que dans ce pays, il faut renforcer la formation, chercher l'efficacité parce que la

compétitivité et le développement industriel sont à ce prix là. »

**Oumoukhaira Tall, consultante**

« Je pense que comme l'a très bien dit le directeur de la SOBOMA, le secteur informel pose des problèmes qui suscitent à la fois beaucoup d'espoirs et d'intérêts. La première question c'est d'abord la définition même du secteur informel ici en Mauritanie. J'ai suivi les exposés en plénière, notamment la caricature qu'on a faite sur ce secteur proliférant et mal organisé. A mon avis, le premier problème c'est de le délimiter pour savoir aujourd'hui, qui est dans le secteur informel et qui n'y est pas. C'est une question à laquelle on est confronté puisqu'on a tendance à penser que l'essentiel de l'économie mauritanienne est dans le secteur informel. D'une part il est une menace, on l'a dit, à l'économie, mais d'autre part, les économistes et les poids plus se sont rendus compte que c'est le secteur le plus porteur de croissance, en terme d'emplois, d'auto emplois, et certaines statistiques disent même en terme de participation au PIB ou au PNB. Je ne suis pas macro économiste pour l'attester mais il semblerait que c'est le secteur qui contribue le plus à la croissance économique au niveau micro. C'est tout simplement pour dire qu'on doit s'intéresser davantage à ce secteur pour essayer de le définir, l'organiser et le renforcer -pas dans le sens de le formaliser- mais dans le sens de canaliser cette croissance que l'on a identifiée dans ce secteur. Quelles sont les contraintes qui se posent aux entreprises pour jouer réellement leur rôle au niveau du développement de l'emploi et au niveau de leur participation à la croissance de l'économie ? A mon avis, l'un des plus importants c'est le coût de la main d'œuvre. En fait, il se pose un problème de formation professionnelle et surtout de formation professionnelle opérationnelle j'allais dire. Autant le taux de chômage est important autant lorsqu'on cherche sur le marché certains profils pourtant pas très compliqués, on a des difficultés. Elles sont dues au fait qu'il n'y a pas une formation intermédiaire qui recycle par exemple la déperdition scolaire au niveau de l'éducation, en compétence technique professionnelle. Toujours au niveau du coût des facteurs, on a dit que la pression fiscale moyenne est très différente de la pression fiscale sur les salaires. Donc ça c'est un facteur négatif pour le développement des entreprises. Du point de vue de l'accès aux financements, il est vrai -et c'est le constat général- que les banques ne financent pas du tout l'économie, elles financent plutôt le commerce donc cela vient ajouter à la désarticulation de l'économie, mais il ne faut pas négliger qu'il y a de plus en plus -toujours dans le secteur informel- des formes de financements alternatifs qui ont vu le jour et sur lesquels justement on pense qu'en les développant on pourrait améliorer son développement en lui procurant un capital à un coût abordable. A un parlé de la compétitivité de l'économie mauritanienne, c'est vrai que les

marchés sont exigus et les coûts de facteurs extrêmement élevés. Je pense qu'il faut s'ouvrir à un espace économique plus vaste. Si c'est vrai pour l'Europe c'est encore beaucoup plus vrai pour nous. Il s'agit de mettre l'accent sur la normalisation et la qualité en vue de viser des ensembles de marchés plus larges. »

**Soumaré Oumar,**  
Directeur général de Mauripost,  
ancien ministre et modérateur de l'atelier

« C'est notre système judiciaire qui manque de crédibilité. La formation des magistrats c'est possible que ce soit une bonne chose. Et le profil des magistrats ? Il faut des magistrats qui aient suivi un cursus moderne qui nous implique, parce que notre souci aujourd'hui, c'est de nous insérer au maximum dans une économie moderne mondialisée et dans laquelle nous aurons, de gré ou de force, des instruments juridiques, des hommes formés pour appréhender ces problèmes et donc rendre confiance à l'investisseur aussi bien national qu'étranger. Par rapport au marché, je pense qu'à la concurrence, nous devons pouvoir identifier des secteurs où nous avons des dotations de facteurs pour que nous puissions les faire émerger, leur créer des cadres juridiques particuliers. Par exemple, je pense à un secteur comme l'artisanat qui ne doit pas être conçu comme étant simplement une histoire de caste traditionnelle. Il doit être conçu comme une forme d'entreprise dans laquelle des cadres juridiques particuliers doivent être faits pour permettre, d'une part, de réduire l'activité informelle, de le formaliser quelque peu et, d'autre part, de bénéficier d'une certaine dotation de facteurs. Donc je pense que nous avons des potentialités économiques qui existent. Pour le transport, c'est évident, le système n'est pas efficient. Des régions entières de ce pays sont totalement enclavées pendant plusieurs mois de l'année et bien sûr l'infrastructure des transports et la formation de la main d'œuvre qualifiée. C'est bien d'avoir beaucoup d'universitaires, des cadres, donc nous avons le facteur humain. Les écoles professionnelles doivent former ou également utiliser les écoles professionnelles extérieures largement encouragées. Des bourses doivent être affectées à ce niveau ; on n'est pas obligé de donner des bourses à des bacheliers simplement mais de donner des bourses à des brevetés. Je pense que nous devons trouver des propositions dans ce sens. Pour le secteur informel, je pense qu'il faut créer d'autres instruments juridiques pour le formaliser quelque peu. L'environnement économique est le même que celui des finances c'est-à-dire le système bancaire et celui du micro-crédit. Je sais qu'actuellement le micro-crédit se développe spontanément surtout à travers les femmes et les caisses populaires d'épargne et de crédit (Capec) Au niveau des structures existantes, il y a un double emploi entre les Capec et la caisse nationale d'épargne. Il vaut mieux, à mor

# Recommandations à l'issue des débats

avis, renforcer ces structures davantage au lieu d'en créer de nouvelles. Cela permettra aux agents économiques de bénéficier de l'environnement. Par rapport à ce que beaucoup ont souligné concernant le système bancaire, je pense qu'il y a beaucoup à faire. Mais on ne peut pas les enlever de leur logique capitaliste. Il faut souhaiter seulement que la BCM soit plus présente pour régenter davantage le système de crédit et que l'Etat fasse, d'une manière générale, des efforts pour diminuer les risques attachés au crédit. Si la carte d'identité nationale est infalsifiable ce n'est pas seulement pour la démocratie mais c'est aussi pour identifier rapidement les gens dans la vie financière."

**Seyid Ould Abdallahi,**  
**sénateur et secrétaire général**  
 de la CNPM

L'entreprise mauritanienne se trouve un peu dans une situation embarrassante en ce sens qu'elle

est confrontée à une pression fiscale et à d'autres charges exorbitantes. En matière d'impôt, certains citoyens payent à la place d'autre. Des sociétés et des entreprises structurées, ayant un impact social important du point de vue emplois et création de richesses, se retrouvent concurrencées par un secteur informel. Certains ne payent pas l'impôt bien qu'ils réalisent un chiffre d'affaires farouche. Nous avons fait des propositions à l'administration de manière régulière et parmi lesquelles, figure la création d'un numéro d'identification fiscale qui consiste à ce que toute personne qui exerce une activité économique sur le territoire national dispose de ce numéro pour ne plus pouvoir échapper au fisc. Cela allait permettre d'élargir la chaîne d'impôt. Il est temps aussi que cet impôt soit juste aussi bien dans sa conception que dans sa collecte. Là aussi les Impôts gagneraient parce que les citoyens, les sociétés et les entreprises seront plus enclins à le payer parce qu'ils estimeront en ce mo-

ment là qu'il était utile et juste. D'autre part, la réduction de la pauvreté passe inévitablement par l'emploi qui, à son tour, passe par la formation. Je pense qu'une entreprise, quelle qu'elle soit, ne peut pas être une maison de bienfaisance. Par conséquent, il y a lieu de s'appesantir sur ce problème d'emploi, sur la nécessité d'adopter, une fois pour toutes, l'adéquation entre la formation et l'emploi. Pour relever le défi, il est aussi autant nécessaire que nous soyons au diapason, le moment venu, pour permettre à notre main-d'œuvre nationale de se positionner surtout quand on sait qu'il y a de nouvelles opportunités. La seule condition de s'y accrocher c'est d'avoir la formation. On parle de pétrole, d'extraction gazière, ainsi il y a lieu, à mon avis, d'insister sur cette adéquation. Je pense également que notre économie est victime d'un sous-dimensionnement dans nos infrastructures. Il faut essayer de voir de manière objective nos infrastructures dans un délai. Nous avons l'habitude de planifier dans des délais relativement courts de 5 à 10 ans. Pourquoi ne pas le faire sur une échelle d'un quart de siècle, au moins ? Les infrastructures doivent nécessairement accompagner le développement économique d'un pays. Il y a un autre problème de codes d'investissement. Celui qui existe est plutôt destiné à des sociétés d'exportation. Je pense qu'il n'y a que les codes qui font défaut mais il y a encore un problème de justice pour ces investissements. Tout investisseur qui débarque dans un pays, se pose la question de savoir comment fonctionne la justice de ce pays. Nous devons opérer des réformes dans ce domaine également.

**Hadrami Ould Bojdia,**  
 Secrétaire exécutif de l'UTM

Si il y a un secteur qui est complètement délaissé c'est bien sûr le social. Pour nous, le dialogue est la meilleure approche. Le problème c'est que les fonctionnaires et autres qui sont chargés de cette question, ne font pas leur travail. Bien que nous soyons à quelques mois du démarrage de l'exploitation du pétrole, la législation demeure toujours absente. Pour notre part, en tant que syndicaliste, nous sommes tout dernièrement arrivés à dépasser les clivages et créer en effet un front syndical uni. Tous les partenaires avaient accepté d'assainir leurs divergences pour discuter des problèmes. Par ailleurs, je pense qu'il faudrait inciter les investisseurs et les opérateurs économiques à investir au pays profond. Cela permettra de créer une main-d'œuvre locale et de diminuer le surpeuplement dans les grandes villes"

## RECOMMANDATIONS

Pour ce qui concerne la politique budgétaire et fiscale, le groupe 1 a recommandé entre autres le renforcement des pouvoirs publics en privilégiant les secteurs sociaux de base. Il a aussi mis un accent particulier sur la systématisation des dépenses et la nécessité de mettre en place une politique participative permettant de lier les dépenses budgétaires aux objectifs fixés par chaque secteur. Le groupe a formulé également son vœu de voir la transformation des produits de la pêche artisanale et l'identification des moyens de la promouvoir. Pour sa part, le groupe 2, travaillant sur le thème de l'amélioration de l'environnement économique et institutionnel, a procédé au diagnostic de l'existant. Il a fait certaines remarques parmi lesquelles il faut citer le monopole du secteur du transport terrestre par la FNT, la déarticulation des missions et des fonctions de l'Etat, ainsi que la désorganisation économique. Le groupe a noté que la fiscalité présente un poids écrasant pour les entreprises formelles, donc en conformité avec la réglementation en vigueur. Le groupe a recommandé ainsi la promotion de la transparence dans le calcul et la collecte des impôts, la délimitation effective du secteur du transport afin qu'il ait une baisse des coûts des produits alimentaires ou autres. Développer également le micro et petite entreprise et le secteur de la micro-finance ainsi que la formation entrepreneuriale. Le groupe a vivement souhaité la mise en place d'un organisme de promotion des produits nationaux en faisant de l'OMVS un outil d'intégration économique et commerciale. Le groupe 3, qui s'était penché sur le thème : "Comment renforcer la compétitivité dans les secteurs modernes ?" a recommandé la redéfinition des codes d'investissement ; l'amélioration des cadres institutionnels et juridiques pour mettre en place un système de normes de certification et de contrôle de qualité qui obligera les industriels de concevoir des produits comparables à ceux fabriqués ailleurs. Créer un système efficace d'agrément pour le secteur industriel et les services mais aussi permettre aux entreprises d'accéder aux devises dans des conditions compétitives et assurer la formation des techniciens, des ingénieurs, des institutionnels mauritaniens pour reproduire des emplois permanents et valorisants. Enfin le groupe 4, qui avait pour thème : "comment identifier les nouveaux secteurs porteurs de diversité économique ?" a révélé d'énormes possibilités pour permettre aux secteurs de l'élevage et du pétrole de jouer un rôle de locomotive dans la croissance économique du pays. Mais il a surtout souhaité la construction d'un pont entre les différents secteurs. Quant au premier secteur, le groupe a fait remarquer l'absence d'une politique nationale, l'inefficacité des organisations socioprofessionnelles et la faiblesse de la couverture sanitaire du cheptel.

Le groupe a enfin recommandé une déclaration de politique nationale d'élevage et l'intégration de la notion d'intérêt économique chez les éleveurs. Concernant le pétrole, il a demandé la mise au point d'un système de gestion transparent à même de garantir la redistribution équitable des ressources pétrolières parmi les populations. Dans les recommandations figure également la nécessité de commanditer une étude globale sur l'impact socioéconomique de l'exploration du pétrole sur les populations face aux objectifs du millénaire pour le développement (OMD).